

MACRON : UNE MAIN SUR LE CŒUR NOTRE PORTEFEUILLE DANS L'AUTRE

Déclaration de la CGT retraités

MACRON, C'EST DÉSORDRES, SOUFFRANCES ET CHAOS...

Dans l'entretien accordé à TF1 jeudi 12 avril 2018, Le président de la République a voulu faire oublier les propos méprisants que ses ministres et lui-même ont tenus à l'égard des retraités. Il a même nié que son premier ministre ait qualifié de "retraités aisés" ceux qui percevaient 1200 €, seuil à partir duquel s'applique la hausse de la CSG. Lui-même avait déclaré en août 2017 : "Je demande donc, pour les plus aisés, un effort, je l'ai dit."



Toujours le même discours...

«Je n'ai jamais pris un retraité pour un portefeuille» dit-il, mais c'est notre portefeuille qu'il prend pour cible. Ce serait pour relancer l'économie en rémunérant mieux le travail. C'est aussi pour cette raison qu'il a supprimé l'impôt solidarité sur la fortune (ISF). Donc il exige la solidarité des retraités, mais en exonère les plus riches de ce pays. Selon lui enrichir les plus riches favoriserait l'investissement et l'emploi. Le problème qu'il se garde d'évoquer et que le journaliste ne lui oppose pas, c'est que la part des dividendes distribués n'a cessé d'augmenter ces dernières années tandis que les investissements et les salaires stagnent. Et la France est championne d'Europe des dividendes !

Il remercie les retraités, mais cela signifie surtout que pour lui il n'est pas question de revenir sur la ponction opérée sur leurs revenus. "Je respecte les peurs (...) mais "le fait que des gens soient mécontents ne m'arrête pas". Traduction : Vous avez tort d'avoir peur et je n'entendrai pas vos protestations. "J'ai besoin de vous" sous-entendu : les retraités seraient ingrats et égoïstes de pas répondre à son appel à l'aide.

Vous ne nous culpabiliserez pas !

Les retraités ont travaillé 40 ans et plus de leur vie pour produire les richesses de ce pays. Ils ne sont en rien responsables de la dette de la France. Les responsables sont les gouvernements qui ont dirigé le pays. Macron a fait partie du précédent et il veut poursuivre dans la même voie. En accélérant le démantèlement de notre modèle social, cette politique entraîne désordres, souffrances et chaos dans tout le pays.

Avec 8 autres organisations, nous lançons une pétition pour l'annulation de la hausse de la CSG et pour la revalorisation des pensions. Et nous nous retrouverons dans les rues des régions de France le 14 juin prochain.

Montreuil, le jeudi 12 avril 2018

SNCF : UNE GRÈVE D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Le projet de réforme de la SNCF cristallise les enjeux autour de la conception même d'un service public et, par-delà le choix de société dans laquelle nous voulons vivre. La France, soumise aux politiques d'austérité menées par les différents gouvernements ces dernières années, n'a eu de cesse de remettre en cause les missions de service public et le statut des entreprises publiques.

Après la privatisation d'Air France, de France Télécom, d'EDF-GDF, c'est donc la SNCF qui est aujourd'hui dans le collimateur des tenants du libéralisme économique avec, en tête, le président des riches, ex banquier.

Face aux grands enjeux d'avenir, la situation de la SNCF appelle légitimement à renforcer le service public ferroviaire et non à le livrer en pâture aux marchés financiers dont l'intérêt ne réside que dans la captation des richesses et l'atteinte d'objectifs de rentabilité, en totale opposition avec le sens et les valeurs du Service Public dont la sécurité, la préoccupation sociale, environnementale, et la réponse aux besoins prévalent sur toutes autres considérations.

La bataille du rail n'est donc pas une bataille des « privilégiés de cheminots ». C'est, au contraire, une bataille de l'intérêt général, pour le service public ferroviaire, pour permettre aux usagers de circuler dans des conditions de sécurité optimales et d'être accueillis dans nos trains et dans nos gares, pour la remise en état des voies et ne pas fermer 9 000 km de lignes, pour que le fret soit enfin mis au service de l'écologie et non des intérêts financiers, une bataille pour le bien commun, le bien de la nation.

JEUDI 19 AVRIL 2018

TOUS ENSEMBLE !

Cheminots, retraités, salariés du privé, de la fonction publique, étudiants, chômeurs...

La colère des retraités ne faiblit pas après les fortes mobilisations du jeudi 15 mars 2018 (1200 manifestants dans le département). Plus que jamais déterminés, ils s'inscrivent dans la journée nationale interprofessionnelle du 19 avril 2018.

Le Président Macron et son gouvernement poursuivent leur politique ultra-libérale et multiplient les attaques contre les salariés, les retraités, les demandeurs d'emploi.

L'injuste augmentation de la CSG, le blocage des pensions depuis près de 5 ans, une augmentation importante des prix des produits de première nécessité détériorent gravement les conditions de vie de nombreux retraités. Dans le même temps,

des cadeaux royaux sont faits aux plus riches, au patronat, aux banques !

3,2 milliards d'euros suite à la réforme de l'ISF

1,3 milliard d'euros suite à la mise en place du prélèvement forfaitaire unique sur les revenus du capital. Les dividendes versés aux actionnaires ont augmenté de 60% en 5 ans, pour atteindre 90 milliards d'euros.

JEUDI 19 AVRIL, ON NE LÂCHE RIEN !

EXIGEONS UNE AUTRE RÉPARTITION DES RICHESSES MANIFESTONS NOMBREUX POUR :

- * L'annulation de la hausse de la CSG
- * L'augmentation des salaires, des minima sociaux, des pensions
- * Le SMIC porté à 1800 euros
- * La garantie à la retraite d'un revenu de remplacement avec un taux de 75% minimum et en aucun cas inférieur au SMIC
- * La pension de réversion portée à 75% de la pension du conjoint décédé, sans condition de ressources
- * L'égalité salariale entre les femmes et les hommes
- * Le maintien et le développement de nos services publics de proximité avec les moyens financiers nécessaires à leur fonctionnement et des agents sous statut (hôpitaux Chaumont, Langres, Saint-Dizier, écoles, bureaux de poste, perceptions, mairies, préfecture, sous-préfectures, EDF...)

CHAUMONT : 10 H RASSEMBLEMENT DEVANT LA GARE SUIVI D'UN BARBECUE

13H30 RASSEMBLEMENT, DEVANT LA PRÉFECTURE

SAINT-DIZIER : 16 H 30 RASSEMBLEMENT DEVANT LA MAIRIE

Infos

Centre de tri 25 personnes présentes au Patronage Laïque

Une large discussion a eu lieu avec une décision importante : aller vers la création d'un collectif pour le retour du ramassage et du tri des déchets dans le cadre d'un service public.

Nous reviendrons sur cette réunion dans notre prochain journal. Et le boycott continue plus que jamais.



Haute-Marne : lignes de proximité : du souci à se faire.

Le Premier ministre a annoncé, le 26 février dernier, que l'avenir des « petites lignes » ne se réglerait pas depuis Paris. D'aucuns semblent croire qu'elles sont sauvées ! En attendant, plus personne n'en parle ! Un décret publié le 10.11.2017 confère la responsabilité des infrastructures ferroviaires aux régions. Nous savons déjà que les contrats de plans Etat/Régions ne seront pas réévalués. Autrement dit, les régions n'auront pas de moyens supplémentaires pour assurer la pérennité de ces lignes. Celles-ci restent donc menacées voire, pour certaines d'entre elles, condamnées.

Chemins de fer britanniques: les failles béantes de la privatisation

12 AVRIL 2018 PAR AMANDINE ALEXANDRE
Au Royaume-Uni, plus de 20 ans après la privatisation des chemins de fer, une majorité de Britanniques veut faire machine arrière. Exploité par vingt entreprises privées, le réseau ferroviaire est l'un des plus chers d'Europe pour les passagers. Il est également fortement subventionné.

[Mediapart](#)

